



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE
Membre de l'Association Internationale de la Libre Pensée (IAFT-AILP)
10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS –
Tél. : 01 46 34 21 50 – Fax : 01 46 34 21 84
libre.pensee@wanadoo.fr – <http://www.fnlp.fr>



<https://fr-fr.facebook.com/federationnationalelibrepensee>



@LP_Nationale

- COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

En direct avec Wanda Nowicka

Militante laïque et féministe

Ancienne vice-Président de la Diète polonaise (Sejm)



La Libre Pensée : Pourquoi vous engagez-vous dans le combat pour l'Etat laïque ?

Wanda Nowicka : Sans trop exagérer, je peux admettre que l'Église catholique m'a fait « sortir dans la rue », m'a poussée à participer activement dans l'action publique. Lorsque, en 1989, la Pologne a commencé la période de la transformation du régime et est entrée dans le chemin vers la démocratie, je n'aurais jamais imaginé que l'Église en profiterait pour influencer la vie politique du nouveau régime, construire un puissant empire économique soutenu par les fonds publics et pour faire en sorte que la Pologne devienne le leader conservateur de l'Europe qui promeut l'intégrisme religieux comme pierre angulaire de la politique de l'État.

En 1990, les autorités polonaises, sous la pression de l'Église, ont décidé d'introduire la religion comme matière dans les écoles. Pour protester contre cette évidente violation du principe de Séparation de l'Église et de l'État, avec quelques personnes qui partageaient les mêmes idées, nous avons décidé de fonder une association **NEUTRUM**, en faveur de l'État idéologiquement neutre. Lorsque, toujours sous la pression de l'Église, le gouvernement a commencé le travail sur le projet de l'interdiction de l'avortement, et, au bout de trois ans de combat, a fini par adopter une loi répressive, j'ai lutté contre la restauration de « l'enfer des femmes ». J'ai ensuite cofondé la **Fédération des Femmes et de la Planification Familiale** qui lutte pour les droits reproductifs des femmes. J'étais en tête de la Fédération pendant 20 ans (1991-2011), jusqu'à ce que je sois élue au parlement polonais (le **Sejm**). En tant que députée et vice-présidente du Sejm, j'ai entrepris de nombreuses initiatives en faveur de l'État laïque. J'étais la première Elue à organiser dans le Sejm plusieurs conférences avec des organisations laïques, dont quelques-unes avec la participation de mes amis français de la **Libre Pensée**, traitant de divers aspects de la violation des principes de laïcité en Pologne et dans le monde. D'ailleurs, il y a 20 ans, sous le couvert de la nuit et contrairement à la loi, quelqu'un a suspendu une croix dans le Sejm et jusqu'à aujourd'hui personne n'a eu le courage de l'enlever.

En tant que **Vice-présidente du Sejm**, j'ai fondé le prix de « **Bougeoir en Cristal** » pour tous ceux qui mènent un combat actif en faveur de la laïcité. Ce prix a entre autre été attribué aux lycéens pour avoir organisé les manifestations contre la pendaison de la croix dans une école laïque. Le Président de l'Université de Bydgoszcz a également reçu ce prix pour avoir enlevé la croix de la salle universitaire du Sénat. Maintenant j'étudie la philosophie et bioéthique à la Sorbonne.

LP : En Pologne, une «réforme» scolaire vient d'être mise en place. En quoi elle consiste et comment elle a été perçue par les enseignants et les laïques?

WN : La réforme de l'éducation ou plutôt la « déforme », appelée ainsi par ses opposants, qui est en vigueur depuis le

mois de septembre à l'école, est à l'origine de nombreuses protestations sociales. Le mouvement civique « *Les parents contre la réforme de l'éducation* » avec l'**Union des Enseignants Polonais** ont pris l'initiative d'organiser un référendum sur cette question. Malgré près d'un million de signatures recueillies, cette motion civile a été rejetée par le parti au pouvoir conservateur **Droit et Justice (PiS)**.

La « **déforme** », actuellement appliquée par le gouvernement et contre laquelle la mobilisation est organisée par les enseignants et les parents, est critiquée pour au moins deux raisons. Elles se reflètent parfaitement par les slogans utilisés pendant les manifestations : « *NON pour le chaos à l'école* », « *Oui pour l'éducation ! Non pour l'endoctrinement !* », « *Nous voulons de l'éducation du XXIème siècle !* ». La réforme vise à modifier la structure du système de l'éducation de celui à trois niveaux à deux niveaux. Le collège est supprimé, la durée de l'école primaire est restaurée à 8 ans, 4 ans pour le lycée. Ces changements n'ont pratiquement aucune valeur substantielle, on ne sait pas comment ils amélioreraient le niveau d'éducation. En revanche, la réforme a provoqué un énorme chaos, entraîné des coûts considérables et des licenciements chez les enseignants.

Ce qui a sans doute provoqué les changements à l'école, et ce qu'on voit d'ailleurs au bout de quelques semaines après l'entrée en vigueur de la réforme, c'était la volonté de retourner à l'enseignement autoritaire, la propagation des « *idées justes* » plutôt que de favoriser la pensée autonome. On veut façonner les jeunes Polonaises et Polonais à devenir des citoyens qui obéissent à la volonté du régime et de l'Église en abolissant le restant de l'éducation sexuelle et en la remplaçant par l'enseignement de la doctrine de l'Église en matière de la sexualité et de la reproduction. Bref, au lieu de construire une école moderne, ouverte et pluraliste, on est en train de créer une école enfermée où il n'y aura pas de place pour les idées différentes de celles transmises pendant les cours, et où les personnes de nationalités ou d'origines différentes, de plus en plus nombreuses en Pologne, se sentiront rejetées. On peut seulement compter sur les parents et les enseignants pour qu'ils continuent à protester et stigmatiser toute manifestation d'intolérance ou discrimination.

LP : Les droits des femmes semblent particulièrement remis en cause aussi. Comment ?

WN : Bien que la lutte pour les droits de femmes ne finisse jamais, non seulement en Pologne, la situation dans notre pays est particulièrement difficile en ce moment. Il existe au moins deux dangereuses tentatives soutenues par l'Église qui visent à exacerber la législation sur l'avortement, déjà très restrictive. Les deux ont pour l'objectif d'interdire l'interruption de grossesse lorsque le fœtus est gravement endommagé. La première est une initiative populaire, la seconde est un recours constitutionnel. Les milieux pro-choice appelés « *Sauvons les femmes 2017* » ont à nouveau lancé une initiative populaire en faveur de la libéralisation de l'avortement, l'introduction de l'éducation sexuelle et de la contraception. Son but n'est pas pour autant de changer la loi en termes réels, ce qui serait impossible à faire aujourd'hui, mais de bloquer les tentatives des fondamentalistes.

L'année dernière, nous avons réussi à empêcher l'adoption de l'interdiction totale de l'avortement, on verra comment la situation va évoluer cette année. Je crains que le Tribunal Constitutionnel, qui est désormais sous l'influence des autorités, ne finisse par juger l'avortement inconstitutionnel. Ainsi, on priverait les femmes de ce qui reste aujourd'hui de leurs droits de reproduction. Mais, comme le disent les féministes polonaises, « *on ne met pas les parapluies de côté* », le parapluie étant le symbole de la **Grève Nationale des Femmes** (Octobre 2016) dont l'action a empêché de nouvelles répressions.



La lotta continua!

Wanda Nowicka sera présente au 7^{ème} Congrès de l'Association internationale de la Libre Pensée à Paris du 22 au 24 septembre 2017

Paris, le 18 septembre 2017